Comm. 28 mai 1975
PIBD 1975.155.III

D
O
S
S 1975 - V - N° 2
I
E
R

G U I D E D E L E C T U R E

I - LES FAITS

- 19 sept. 1969 : MOBIL OIL dépose une demande de brevet U.S. sur un procédé pour la reconstitution à partir d'une collection de pigments colorés d'une composition de peinture assortie à la teinte d'un objet peint donné.
- 18 sept. 1970 : Sous couvert de priorité unioniste MOBIL OIL dépose une demande de brevet français 70.34.018, sous le titre de "procédé et ensemble destinés à choisir des pigments".
- 30 nov. 1971 : Décision de rejet prise par le Directeur de l'INPI au titre de l'article 16-5° pour méconnaissance de l'article 7 al 2-3° de la loi de 1968 (.)
- : MOBIL OIL forme un recours.
- 7 févr. 1973 : La Cour d'Appel de Paris confirme la décision au motif que "la réquérante n'est pas fondée à soutenir que sa demande décrit un procédé et un appareillage constituant une invention industrielle au sens de la loi, dès lors qu'elle enseigne la série d'instructions destinées à l'ordinateur en vue d'obtenir le résultat recherché".
- : MOBIL OIL forme un pourvoi.
- 28 mai 1975 : La Chambre Commerciale de la Cour de cassation rejette le pourvoi.

(.) Loi de 1968 :

- . article 16 : "est rejetée toute demande de brevet... 5° dont l'objet est manifestement dépourvu de caractère industriel au sens de l'article 7 tel que limité par les alinéas 2° et 3° dudit article".
- . article 7 al 2 : "Ne constituent pas, en particulier, des inventions industrielles ... 3° : les méthodes financières ou comptables, les règles de jeux et tous autres systèmes de caractère abstrait, et, notamment, les programmes ou séries d'instructions pour le déroulement des opérations d'une machine calculatrice".

II - LE DROIT

A) LE PROBLEME

1°) Prétentions des parties

Le demandeur au pourvoi (Mobil oil) prétend que ne tombe pas sous le coup de l'article 7 al 2, 3° l'invention déposée concernant un procédé et un dispositif industriels "pour la seule raison que cette demande enseignait également un programme permettant d'obtenir le résultat recherché... ne s'y présentant que comme un moyen facilitant la mise en oeuvre de ces éléments industriels" mais ne lui étant pas nécessaire.

L'avocat général faisait valoir que le problème ne se posait pas en ces termes à raison de la rédaction des revendications qui ne concernaient que le programme.

2°) Enoncé du problème

Le directeur de l'INPI peut-il rejeter une demande de brevet concernant une invention de procédé et appareillage pouvant utilement faire appel à un traitement informatique enseigné par la description dès lors que les revendications ne concernent ni le procédé ni l'appareillage mais le seul programme ?

B) LA SOLUTION

1°) Enoncé de la solution

"Attendu que la Cour d'appel qui s'est référée aux motifs donnés par le directeur de l'INPI a pu considérer, sans la dénaturer, que la demande de brevet déposée par la société MOBIL OIL qui ne faisait apparaître dans ses revendications ni un procédé technique ni un appareillage, ne concernant manifestement qu'un programme ou une série d'instructions pour le déroulement des opérations d'une machine calculatrice qui n'est pas susceptible d'être breveté aux termes de l'article 7 al. 2, 3°, de la loi du 2.1.1968 et que le directeur de l'INPI avait le pouvoir de la rejeter".

2°) Commentaire de la solution

La Cour de cassation rappelle, avec bonheur, que les conditions de brevetabilité et, notamment, l'exigence de caractère industriel, doivent être réunis -et appréciés- au niveau de l'invention telle que délimitée par les revendications. Le fait qu'une autre rédaction puisse également être supportée à suffisance par la description est inopérant pour sauver la demande de brevet.

Pareille observation soustrayait aisément la décision de rejet à la critique du déposant mais permettait, par la même, à la Cour de cassation d'éluider tout problème d'interprétation de l'article 7 al 2 3°/.

L'arrêt du 28 mars 1975, s'il rappelle l'importance essentielle des revendications, ne fournit point d'autre enseignement ; il est pour le spécialiste de moindre intérêt que l'arrêt, rendu par la Cour de Paris, le 22 mai 1973.

COUR DE CASSATION

Audience publique du 28 mai 1975

Sur la requête présentée par la société de droit américain MOBIL OIL CORPORATION, dont le siège est à New-York (U.S.A.), agissant par ses représentants légaux domiciliés audit siège,

en cassation d'un arrêt rendu le 22 mai 1973 par la Cour d'Appel de Paris (4^o Chambre), au profit du Directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle, domicilié à Paris (8^{ème}), 26 bis, rue de Léningrad,

défendeur à la cassation.

La demanderesse invoque, à l'appui de son pourvoi, le moyen unique de cassation suivant :

"Violation de la loi du 2 janvier 1968, notamment en ses articles 1, 6, 7, 16 de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, de l'article 102 du décret du 20 juillet 1972, défaut de motif, manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué confirme la décision du Directeur de l'I.N.P.I. rejetant comme manifestement dépourvue de caractère industriel la demande de brevet n^o 70-34.018 présentée par la société MOBIL OIL, aux motifs que ladite société "n'est pas fondée à soutenir que sa demande décrit un procédé et un appareillage constituant une invention industrielle au sens de la loi, dès lors qu'elle enseigne la série d'instructions destinée à l'ordinateur en vue d'obtenir le résultat recherché", alors, d'une part, que si la brevetabilité est refusée par la loi aux programmes d'ordinateurs, considérés en eux-mêmes, elle est au contraire expressément accordée à tous les procédés et appareillages industriels ; que la Cour ne pouvait en conséquence exclure par principe la brevetabilité du procédé et de l'appareillage décrits en l'espèce dans la demande de brevet pour la seule raison que cette demande enseignait également un programme permettant d'obtenir le résultat recherché ; que l'arrêt ne pourrait être justifié que s'il constatait en outre, ce qu'il ne fait pas, que ce procédé et cet appareillage ne pouvaient être considérés en eux-mêmes sans ce programme, alors, d'autre part, que la demande de brevet litigieuse décrit précisément un procédé technique et l'appareillage s'y rapportant, définis en eux-mêmes, le programme d'ordinateurs parallèlement énoncé ne s'y présentant que comme un moyen facilitant la mise en oeuvre de ces éléments industriels, alors, enfin, qu'en toute hypothèse il n'y avait pas en l'espèce une absence suffisamment "manifeste" de caractère industriel, au sens où l'exige la loi, pour que le rejet de cette demande de brevet puisse se justifier dans la limite des pouvoirs conférés à cet effet au Directeur de l'I.N.P.I.

Sur quoi, LA COUR, en l'audience publique de ce jour,

Sur le rapport de M. le Conseiller Balmay, les observations de Me Riché, Avocat de la société MOBIL OIL CORPORATION, les conclusions de M. Robin, avocat général, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi ;

Donne défaut contre le Directeur National de la Propriété Industrielle ;

Sur le moyen unique, pris en ses trois branches :

Attendu que selon les énonciations de l'arrêt attaqué (Paris 22 mai 1973) la société de droit américain "Mobil Oil Corporation" a déposé, le 18 septembre 1970, sous le n° 70.34018 et sous le bénéfice d'une priorité américaine n° 859.474 du 19 septembre 1969, une demande de brevet d'invention ayant pour titre "Procédé et ensemble destinés à choisir des pigments" ;

Attendu qu'il est fait grief à l'arrêt d'avoir confirmé la décision du Directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle rejetant cette demande comme manifestement dépourvue de caractère industriel, alors, selon le pourvoi, d'une part, que si la brevetabilité est refusée par la loi aux programmes d'ordinateurs, considérés en eux-mêmes, elle est au contraire expressément accordée à tous les procédés et appareillages industriels ; que la Cour d'Appel ne pouvait en conséquence exclure par principe la brevetabilité du procédé et de l'appareillage décrits en l'espèce dans la demande de brevet pour la seule raison que cette demande enseignait également un programme permettant d'obtenir le résultat recherché ; que l'arrêt ne pourrait être justifié que s'il constatait en outre, ce qu'il ne fait pas, que ce procédé et cet appareillage ne pouvaient être considérés en eux-mêmes sans ce programme, alors, d'autre part, que la demande de brevet litigieuse décrit précisément un procédé technique et l'appareillage s'y rapportant, définis en eux-mêmes, le programme d'ordinateurs parallèlement énoncé ne s'y présentant que comme un moyen facilitant la mise en oeuvre de ces éléments industriels, alors, enfin, qu'en toute hypothèse il n'y avait pas, en l'espèce, une absence suffisamment "manifeste" de caractère industriel, au sens où l'exige la loi, pour que le rejet de cette demande de brevet puisse se justifier dans la limite des pouvoirs conférés à cet effet au Directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle ;

Mais attendu que la Cour d'Appel, qui s'est référé aux motifs donnés par le Directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle, a pu considérer, sans la dénaturer, que la demande de brevet, déposée par la société MOBIL OIL, qui ne faisait apparaître dans ses revendications ni un procédé technique ni un appareillage, ne concernait manifestement qu'un programme ou une série d'instructions pour le déroulement des opérations d'une machine calculatrice, qui n'est pas susceptible d'être breveté aux termes de l'article 7-3° de la loi du 2 janvier 1968 et que le Directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle, en application de l'article 16-5° de la loi susvisée, avait le pouvoir de la rejeter, que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE LE POURVOI formé contre l'arrêt rendu le 22 mai 1973 par la Cour d'Appel de Paris ;

Dispense d'amende ;

Dit n'y avoir lieu à indemnité ;

Condamne la demanderesse, envers le défendeur, aux dépens liquidés à la somme de en ce non compris les coût , enregistrement et signification du présent arrêt.

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour de Cassation, Chambre Commerciale, en son audience publique du vingt huit mai mille neuf cent soixante quinze.

Où étaient présentes : M. Monguïlan, Larere, Noel, Mérimée, Porre, Sauvageot, Delpech, Conseillers ; M. Edin, Madame Gautier, Conseillers Référendaires ; M. Robin, Avocat Général ; Mademoiselle Ydrac, Greffier de Chambre.